CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
12-12-1984
Transmis à M. Concordance
Overgemaakt aan de H.

MFV. - 1 - L. 16.466/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise (F), le 28 novembre 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "désignant les communes de la Région bruxelloise devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative d'aménagement du territoire pour la Région bruxelloise", a donné le 4 décembre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 28e november 1984 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk beslu "tot aanduiding van de gemeenten van het Brusselse Gewest waarvoo een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt en houdende instelling van een Commissie van advies voo ruimtelijke ordening voor het Brusselse Gewest", heeft de 4e december 1984 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations qui suivent.

OBSERVATIONS PREALABLES.

I.

Les communes qui, aux termes de l'article 1er du projet, forment "une région devant faire l'objet d'un plan d'aménagement" sont celles qui constituent l'arrondissement administratif dénommé "Bruxelles-capitale" suivant l'article 6 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966.

C'est également le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale qui constitue la région bruxelloise pour l'application de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, "jusqu'à la fixation des limites des régions par la loi prise en exécution de l'article 107quater de la Constitution" (article 1er).

Se pose dès lors la question de savoir si l'expression "région bruxelloise", employée dans l'intitulé et dans l'article 2 du projet, est adéquate.

L'article 107quater de la Constitution dispose que "la Belgique comprend trois régions : la région wallonne, la région flamande et la région bruxelloise".

La loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles délimite, en son article 2, le territoire des régions wallonne et flamande et ce, à titre transitoire, les limites de la région bruxelloise n'étant pas fixées.

.../...

L'expression "région bruxelloise" désigne donc le territoire défini comme tel par l'article 1er de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979.

Il est dès lors suggéré de viser dans le préambule non seulement l'article 2, 1°, de cette loi, mais également l'article 1er.

Il y aurait lieu de plus de compléter l'article 2 par les mots "dont le territoire est fixé par l'article 1er de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979".

II.

Il faut, en outre, observer que les limites de la région bruxelloise fixées par l'article 1er du projet sont identiques à celles de l'Agglomération bruxelloise qui ont été fixées par l'article 61 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes. Ceci aura comme conséquence que pour l'ensemble des communes qui en font partie, il y aura deux commissions consultatives, celle qui est prévue par le projet en application des articles 6 et 7 de la loi du 29 mars 1962 et qui aura à connaître des plans régionaux, et celle prévue par l'article 19 de la même loi et qui aura à connaître des plans communaux. Il n'appartient pas à la section de législation d'émettre un avis sur l'opportunité de l'existence de deux commissions mais bien d'attirer l'attention sur la coexistence de ces deux commissions.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Dans le texte néerlandais de l'intitulé, les mots "waarvoor een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt" doivent être remplacés par les mots "waarvoor een streekplan inzake ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt".

PREAMBULE.

Il convient de rédiger le préambule de la manière suivante :

"Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 6 et 7;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 1er et l'article 2, 1°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 2;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise chargé du contrôle budgétaire, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis des membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les communes d'Anderlecht, Auderghem ... et Woluwé-Saint-Pierre constituent, pour l'application de l'article 6 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, une région devant faire l'objet d'un plan d'aménagement".

Article 2.

Il y a lieu de reporter à l'observation préalable I.

Article 4.

Les alinéas 2 et 3 reproduisent une partie de l'alinéa 1er et l'alinéa 2 de l'article 7 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Ces alinéas doivent être omis.

Subsidiairement, l'alinéa 3 prévoit une présentation par le "vice-gouverneur du Brabant". De l'accord du délégué du Ministre, il y a lieu de remplacer les mots "vice-gouverneur" par le mot "gouverneur", en conformité avec l'article 7, alinéa 2, de la loi du 29 mars 1962.

.../...

L'alinéa 4, devenant l'alinéa 2, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Les fonctions des membres de la commission prennent fin, en ce qui concerne les délégués du Gouvernement, par la révocation de la délégation et, en ce qui concerne les autres membres, par la perte de la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés".

Article 6.

Selon le texte français de l'alinéa 1er, le mandat des membres de la commission est renouvelable; selon le texte néerlandais, il ne l'est pas. Cette contradiction doit être éliminée.

Article 11.

Le texte français de l'article dispose que "Les décisions sont prises à la moitié des voix émises". Il y aurait lieu d'écrire "à la majorité des voix émises", comme dans le texte néerlandais ("bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen").

Par ailleurs, le Conseil d'Etat attire l'attention sur les conséquences que pourrait avoir le système institué par l'article 11 : une décision pourrait être prise à une très faible majorité relative dans le cas où les abstentions seraient nombreuses. Si l'on voulait pallier cet inconvénient, il y aurait lieu de prévoir que les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

.../...

Article 16.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 16.-
Le président et les membres de la Commission bénéficient des indemnités et jetons de présence fixés par l'arrêté royal du 18 septembre 1975 portant fixation du montant des indemnités et des jetons de présence octroyés aux présidents et aux membres des commissions instituées en exécution des articles 7 et 19 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970".

Article 17.

L'arrêté royal du 21 septembre 1976 contient un article 16 rédigé comme suit :

"Est abrogé, en ce qui concerne la région bruxelloise, l'arrêté royal du 3 juin 1969 portant institution des commissions consultatives régionales d'aménagement du territoire".

Comme de plus les articles 2 à 15 de l'arrêté royal du 21 septembre 1976 ont été abrogés par l'arrêté royal du 31 octobre 1979, il convient d'écrire l'article 17 du projet de la manière suivante :

"Article 17.-
L'arrêté royal du 21 septembre 1976 désignant les dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise comme devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative régionale bruxelloise d'aménagement du territoire, modifié par l'arrêté royal du 31 octobre 1979, est abrogé".

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de hierna volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

I.

De gemeenten die naar luid van artikel 1 van het ontwerp "een gewest (vormen) waarvoor een plan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt", zijn die welke volgens artikel 6 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1966, het administratief arrondissement "Brussel-Hoofdstad" vormen.

Het is ook het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad dat voor de toepassing van de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, het Brusselse gewest vormt "tot de wet genomen ter uitvoering van artikel 107quater van de Grondwet de grenzen van de gewesten heeft bepaald" (artikel 1).

De vraag rijst dan ook of de uitdrukking "Brusselse gewest", die in het opschrift en in artikel 2 van het ontwerp gebruikt wordt, wel geschikt is.

Artikel 107quater van de Grondwet bepaalt dat "België drie gewesten (omvat) : het Vlaamse gewest, het Waalse gewest en het Brusselse gewest".

.../...

Artikel 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bakent het grondgebied van het Vlaamse en van het Waalse gewest af, en wel bij overgangsmaatregel, daar de grenzen van het Brusselse gewest niet zijn vastgelegd.

De uitdrukking "Brusselse gewest" duidt dus het gebied aan dat als zodanig omschreven is bij artikel 1 van de op 20 juli 1979 gecoördineerde wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen.

Bijgevolg wordt in overweging gegeven om in de aanhef niet alleen te verwijzen naar artikel 2, 1°, van deze wet, maar ook naar artikel 1.

Bovendien zou het slot van artikel 2 als volgt moeten worden gelezen : "... ordening opgericht voor het Brusselse gewest, waarvan het gebied vastgesteld is bij artikel 1 van de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979".

II.

Voorts zij opgemerkt dat de grenzen van het Brusselse gewest, zoals zij door artikel 1 van het ontwerp worden vastgesteld, dezelfde zijn als die van de Brusselse agglomeratie, welke vastgesteld zijn bij artikel 61 van de wet van 26 juli 19 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten. Het gevolg hiervan zal zijn dat er voor het geheel van de gemeenten die er deel van uitmaken, twee commissies van advies zullen bestaan, die waarin het ontwerp op grond van de artikelen 6 en 7 van de wet van 29 maart 1962 voorziet

.../...

en die bevoegd zal zijn voor de streekplannen, en die waarin voorzien is bij artikel 19 van dezelfde wet en die bevoegd zal zijn voor de gemeentelijke plannen. Het komt de afdeling wetgeving niet toe te adviseren over de wenselijkheid van twee commissies. Wel vermag zij er de aandacht op te vestigen dat er hier twee commissies tegelijk bestaan.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

In de Nederlandse tekst van het opschrift moeten de woorden "waarvoor een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt" worden vervangen door de woorden "waarvoor een streekplan inzake ruimtelijke ordening dient te worden opgemaakt".

AANHEF.

De aanhef dient als volgt te worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 1 en artikel 2, 1°;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van ruimtelijke ordening en stedebouw, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest, belast met de budgettaire controle, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest en op het advies van de leden van de Executieve van het Brusselse Gewest die erover hebben beraadslaagd,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

De gemeenten Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Gilli Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde vormen, voor de toepassing van artikel 6 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, een streek waarvoor een plan van aanleg moet worden opgemaakt".

.../...

Artikel 2.

In verband met dit artikel moge worden verwezen naar de voorafgaande opmerking I.

Artikel 4.

Het tweede en het derde lid herhalen een gedeelte van het eerste lid en het tweede lid van artikel 7 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw. Die leden moeten vervallen.

Subsidiair zij opgemerkt dat het derde lid voorziet in een voordracht door de "vice-gouverneur van Brabant". De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat de woorden "vice-gouverneur" dienen te worden vervangen door het woord "gouverneur", overeenkomstig artikel 7, tweede lid,van de wet van 29 maart 1962.

Het vierde lid, dat het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het ambt van de leden van de commissie eindigt, wat de afgevaardigden van de Regering betreft, door de intrekking van de opdracht en, wat de andere leden betreft, door het verlies van de hoedanigheid op grond waarvan zij werden benoemd".

.../...

Artikel 6.

Volgens de Franse tekst van het eerste lid kan het mandaat van de commissieleden vernieuwd worden; volgens de Nederlandse tekst kan dat niet. Die tegenstrijdigheid dient te worden opgeheven.

Artikel 11.

De Franse tekst van het artikel bepaalt onder meer : "Les décisions sont prises à la moitié des voix émises". Men schrijve : "... à la majorité des voix émises", overeenkomstig de Nederlandse tekst ("bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen").

Voorts vestigt de Raad van State de aandacht op de mogelijke gevolgen van het door artikel 11 ingestelde systeem : een beslissing zou met een zeer geringe relatieve meerderheid kunnen worden genomen ingeval er veel onthoudingen zouden zijn. Wil men dat bezwaar ondervangen, dan zou moeten worden bepaald dat de beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden.

Artikel 16.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 16.-

De voorzitter en de leden van de commissie genieten de vergoedingen en het presentiegeld bepaald bij het koninklijk besluit van 18 september 1975 houdende vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld, toegekend aan de voorzitters en leden van de commissies ingesteld ter uitvoering van de artikelen 7 en 19 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en van 22 december 1970".

.../...

Artikel 17.

Het koninklijk besluit van 21 september 1976 bevat een artikel 16 dat als volgt luidt :

> "Wordt opgeheven, wat de Brusselse streek betreft, het koninklijk besluit van 3 juni 1969 houdende instelling van de streekcommissies van advies voor de ruimtelijke ordening".

Aangezien bovendien de artikelen 2 tot 15 van het koninklijk besluit van 21 september 1976 opgeheven zijn bij het koninklijk besluit van 31 oktober 1979, behoort artikel 17 van het ontwerp als volgt te worden gesteld :

"Artikel 17.-

Het koninklijk besluit van 21 september 1976 tot aanduiding van de negentien gemeenten van de Brusselse streek waarvoor een streekplan van aanleg dient te worden opgemaakt en houdende instelling van een Brusselse Streekcommissie van advies voor ruimtelijke ordening, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. F. REMION.